

Aix-Marseille-Provence, la

Lors d'une conférence qui a rassemblé hier à Marseille des élus, des acteurs de l'économie et des représentants des

Un peu de soulagement dans le regard et le sentiment que tout reste à faire. En quittant le parc Chanot, hier après-midi, Marylise Lebranchu avait au moins la certitude que son projet métropolitain n'est plus une "page blanche" à Marseille. Sans doute était-elle plus grise que blanche en réalité, la ministre de la Décentralisation et le gouvernement griffonnant depuis l'été leurs esquisses sur un espace qui englobera, d'ici la fin 2014, 1,8 million de Provençaux, de Marseille à Martigues et d'Aubagne à Aix et Salon. Mais, au sortir d'une conférence métropolitaine multipliant les éclairages, malgré les chaises laissées vides par une centaine d'élus départementaux, Marylise Lebranchu peut accélérer. Et transposer au futur des discours jusque-là prononcés au

"On ne va pas attendre que la nouvelle boîte soit bien collée pour les projets concrets."



Marylise Lebranchu hier au palais des Congrès de Marseille. La ministre de la Décentralisation peut désormais transposer du conditionnel au futur ses discours sur la métropole. / PHOTO THIERRY GARRO

conditionnel. "C'est bel et bien maintenant un projet qui se renforce, concluait-elle. Un projet en mouvement. Nous ferons Aix-Marseille-Provence. Nous nous orientons vers une solution qui devrait être opérationnelle à la fin 2014, après les élections municipales et sénatoriales."

Dès janvier, elle lancera une instance de préfiguration qui amènera au vote d'un projet de loi avant l'été 2013, après passage en conseil des ministres dès février. "La préfiguration n'est pas une voie de garage, précise la ministre qui aimerait profiter de ces quelques semaines

pour concerter et convaincre les réticents. Elle a ainsi prévu de revenir en janvier à Marseille "pour parler du texte de loi. Cette préfiguration est active. On ne va pas attendre que la nouvelle boîte soit bien collée pour lancer les projets concrets. Il n'y a pas de temps à perdre".

Au fond, le gouvernement est dans le timing qu'il s'était fixé. Et continue d'avancer malgré les inquiétudes et les discours "anti" lâchés hier devant le palais des Congrès (voir page suivante). "Ce qui peut tuer ce projet, c'est la classe politique locale, lançait le sociologue Jean

Viard dans la matinée. Attention à ce système des petites baronnies qui nous étouffent." Tout aussi favorable à la métropole, mais plus prudent, le sénateur-maire UMP de Marseille Jean-Claude Gaudin avait lui tenu à souligner que "rien ne peut se faire contre les maires". "Je regrette l'absence organisée des maires, mais je ne la condamne pas", reprend donc, toute en diplomatie, Marylise Lebranchu. Tôt le matin, en allant au-devant des manifestants qui avaient un texte alternatif à lui remettre, elle les avait invités à rentrer pour débattre. En vain. "Je vais les revoir pour leur expliquer que ce projet n'a rien d'effrayant, et compris sur la fiscalité. Nous ne sommes pas dans une logique de dépossession. Le maire doit sortir renforcé et revalorisé de ce projet."

Un projet métropolitain dont le contour géographique est désormais clairement établi, même s'il peut y avoir des ajustements. "Ce périmètre est celui d'un bassin de vie", note la ministre, s'appuyant sur les expertises de géographes et d'urbanistes, ainsi que sur les constats établis en termes de déplacements et les retours d'expérience des habitants. Qui ont pu s'exprimer, hier, chose n'est pas si courante, par la voix de Monique Cordier. À l'applaudir, la présidente de la confédération des CIQ a d'ailleurs remporté la mise.

Des voiles se sont également levés sur les compétences de

"Je vais revoir les maires pour leur expliquer que ce projet n'a rien d'effrayant."

cette future structure qui remplacera les actuelles communautés de communes en les fusionnant. "Les intercommunalités ne peuvent évidemment pas rester, répète Marylise Lebranchu. Ces fusions se pratiquent partout, depuis longtemps. C'est une méthode éprouvée, y compris en matière de fiscalité locale." Des compétences stratégiques sur les transports, le développement économique, l'innovation, l'attractivité culturelle et l'environnement. La "proximité" restant à l'apanage de maires qui pourraient même récupérer de nouvelles prérogatives sur la voirie ou la propreté. La Région, elle, verra son rôle renforcé et s'imposera comme l'autre strate de décision. Au détriment d'un Conseil général décrié certain de devoir céder sa compétence transports. Des niveaux intermédiaires vont, en revanche, jouer le rôle d'aménageurs sur des zones ressemblant aux actuelles communautés de communes. Suffisant pour apaiser les colères? Pas sûr. Dans ce département plus qu'ailleurs, la politique à des facultés à réapparaître là où on ne l'attend plus.

François TONNEAU

LE DÉBAT QUI FÂCHE

Malgré les réticences, le Meccano de la future métropole commence à prendre forme

La future métropole sera-t-elle un énorme machin, comme le dénoncent ses opposants, qui ne rechignent pas sur la caricature à l'image de l'écu PS de Saint-Rémy-de-Provence Hervé Chérubini qui assurait hier devant le Parc Chanot que "pour changer les arrosoirs dans les cimetières, les maires devront demander l'autorisation du président de la métropole"? Ou saura-t-elle associer une large ambition au "respect de la proximité", comme on le promet à Matignon?

Cette question était hier au cœur d'un des débats les plus attendus de la Conférence, consacré à la gouvernance de la métropole. Les "anti" ayant choisi de ne pas participer, la nécessité de créer un outil puissant a donc fait consensus. Ainsi, le député UMP de Marseille Dominique Tian a affirmé que si "Marseille n'est pas à l'agonie, il est indispensable d'être plus équitable". D'une simple phrase très applaudie, le maire PS de Gignac Christian Amiryat a résumé le sentiment qu'il est temps de dépasser les avantages personnels: "J'ai compris que je ne serai plus vice-président d'une structure intercommunale mais c'est quoi à côté de l'avenir de 1,8 million d'habitants?"

Ceux qui craignent d'être dévorés par Marseille, le président PS de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole Eugène Caselli a rétorqué que la cité phocéenne ne sera pas majoritaire dans la future assem-



Maire d'Istres, François Bernardini a tenté de désamorcer les tensions. / F.S.

blée communautaire: "Tous les maires doivent être là pour que chaque commune soit représentée, le reste étant calculé en fonction de la population. Or, Marseille ne représente que 47% des habitants du périmètre envisagé".

Si la conviction des élus sera décisive, les participants à la Conférence ont montré qu'ils n'entendaient pas leur donner un chèque en blanc. En témoignent les sifflets qui ont accueilli la proposition de réserver le bureau d'Aix-Marseille-Provence aux seuls mai-

res, formulée par l'UMP Maurice Battin, conseiller régional et membre du cabinet de Jean-Claude Gaudin. En réponse, Jacques Pfister, le président de la Chambre de commerce et d'industrie Marseille-Provence et cheville ouvrière de la Capitale européenne de la Culture, a lancé un appel: "Dans la gouvernance, on ne peut pas exclure la société civile et le monde économique".

Homme de poids dans les Bouches-du-Rhône, le maire divers gauche d'Istres François Bernardini a tenté de calmer les tensions entre les "pro" et les "anti": "Tout le monde doit comprendre que la métropolisation, c'est le développement pour tous. Mais au-delà des mots, le gouvernement doit faire des gestes pour rassurer ceux qui doutent. Je pense par exemple que les conseils municipaux devraient pouvoir se prononcer sur les décisions de la communauté urbaine au-delà d'un simple avis consultatif".

En conclusion, Marylise Lebranchu a formulé une vraie piste, celle des "conseils de territoire". En clair, à l'intérieur de la métropole, tous les élus se prononceraient sur les dossiers majeurs comme la décision de créer ou non un incinérateur. En revanche, déterminer où doit être implantée une déchetterie dans la vallée de l'Huveaune reviendrait aux seuls élus issus du territoire de l'actuelle Agglo d'Aubagne.

VUE PAR LES ENTREPRENEURS

"Il nous faut un chef et une marque"



Jacques Pfister (CCI), Gérard Daher (Port) et Gérard Goninet (Eurocopter) en table ronde hier. / PHOTO FRÉDÉRIC SPEICH

De tous les contrats qu'il a signés, "celui-là n'est vraiment pas le genre d'investissement qui fait plaisir." A la veille de la conférence métropolitaine, Gérard Goninet, directeur des sites d'Eurocopter en France, avait paraphé un document approuvant, "pour près de 10 millions d'euros", la construction d'un nouveau parking de mille places à Marignane. "Ce qui n'avance à rien", ajoute-t-il, pointant du doigt l'absence de transports en commun sur un pôle industriel regroupant 8000 salariés. Un exemple parmi les dizaines égrenés par les leaders économiques provençaux pour convaincre de la nécessité de construire une métropole.

Assis hier autour d'une des trois tables rondes, ceux qui essaient, souvent en vain, de se faire une place dans le théâtre bondé de la communication politique, ont joué sur leur terrain. "Autant être direct, voire trivial", expose Jacques Pfister. Le président de la Chambre de commerce et d'industrie est à la pointe du combat en faveur de la métropole. "Supposons que nous voulions faire venir un grand groupe mondial pour qu'il implante son siège français à Marseille. Allons voir Coca-Cola à Atlanta. Sa première question sera qu'êtes-vous? Là, on a un déficit d'image. Et si on ne se présente pas comme une métropole à vocation mondiale, on n'existe pas. Le marketing territorial est indispensable si nous voulons nous développer. Sa deuxième question, poursuit Jacques Pfister, sera qu'est-ce que le boss? Là, c'est plus compliqué. Ensuite, il nous demandera s'il y a des vols directs Atlanta-Marseille. Si nous voulons être compétitifs, développer l'économie et créer des emplois, il nous faut des réponses à ce genre de questions. Il nous faut un chef et une marque."

Une démonstration applaudie des deux mains par la salle, appuyée par Patrick Daher. Le président du Grand Port de Marseille regrettant que "le port comme la ville soient enfermés derrière des barrières. Alors que ce port qui est aussi vaste que la ville de Paris, doit être un des atouts de la métropole." Pas le seul cependant. Un peu plus tôt, le géographe Daniel Béhar avait montré que, "contrairement à Hambourg ou Rotterdam, Marseille n'est pas une métropole portuaire, mais généraliste. Une métropole d'affaires." Qui devra donc trouver seule son modèle pour décoller.

F.T.

DU CÔTÉ DES HABITANTS

La colère de Monique Cordier

Dans son allocution finale, Marylise Lebranchu n'a pas manqué de citer Monique Cordier. Invitée surprise de la conférence métropolitaine, "je suis sur scène par accident", glissa-t-elle, la présidente de la confédération des CIQ s'est taillé un joli succès. La table ronde évoquait à la fois les bassins de vie et le fonctionnement d'une aire urbaine. "Les comités d'intérêt de quartier existent depuis 1924, explique Monique Cordier. Les gens se sont déjà appropriés ces territoires, qu'ils soient de Marseille, d'Aubagne ou d'ailleurs. Ils y vivent, y travaillent et y dorment. Il ne s'agit donc pas de les convaincre du bien fondé d'une métropole. Dans les faits, elle existe déjà. C'est une question de bon sens."

Décidée à profiter de la tribune pour mesurer l'écart qui grandit entre les élus et les habitants, Monique Cordier a décliné son rai-



Monique Cordier, présidente de la confédération des CIQ. / PH. F.L.

sonnement. "C'est bizarre comme le bon sens est absent de ces territoires où chacun se veut maître chez soi. Quand je vois des élus mettre en congés des employés municipaux pour les emmener manifester dans des bus, le tout payé par nos impôts, c'est très grave. Il faut impérativement que nos élus arrêtent de nous regarder comme des électeurs, mais nous regardent plutôt comme des usagers. C'est ce que nous sommes."

Un réquisitoire qui débouchera sur une exigence. "On a besoin que les futurs représentants de la métropole soient élus au suffrage universel direct", souligne-t-elle, sachant que l'option vers laquelle se dirige le gouvernement, au moins pour 2014, privilégie le fléchage. "Les petits arrangements, c'est fini," assène-t-elle encore. Avant de se tourner vers la ministre. "N'écoutez pas trop les élus, écoutez-nous."

F.T.